

## Les juifs et la question anglaise, 1840-1914

In: Genèses, 4, 1991. pp. 3-22.

---

Citer ce document / Cite this document :

Feldman David, Lamy Marie-Laure, Metais Sylviane. Les juifs et la question anglaise, 1840-1914. In: Genèses, 4, 1991. pp. 3-22.

doi : 10.3406/genes.1991.1060

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1991\\_num\\_4\\_1\\_1060](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1991_num_4_1_1060)

---

## LES JUIFS ET LA QUESTION ANGLAISE 1840-1914

*David Feldman*

La « nation » a été un thème récurrent dans le discours politique de l'Angleterre victorienne et édouardienne<sup>1</sup>. La communauté nationale était considérée sous différents angles selon l'appartenance à la confession anglicane, ou à d'autres confessions chrétiennes, la condition d'homme libre, ou le lien à l'Empire britannique. En d'autres termes, les limites et les caractéristiques de la nation étaient soumises à de nombreuses variations, et les controverses s'élevant à leur sujet montrèrent qu'elles n'étaient pas un simple reflet de la nation réelle. Un examen de l'intégration politique et juridique des juifs nous permettra de réévaluer l'histoire de la nation anglaise sous un aspect peu familier mais éclairant. En un certain nombre d'occasions, des hommes et des femmes furent confrontés au problème des relations entre les juifs et la nation, soit comme assimilation possible, soit comme anomalie réelle. De ce point de vue, les tentatives victoriennes et édouardiennes pour résoudre le problème contribuèrent, en partie, à révéler et à façonner les conceptions de la nation. Et, si, pour une part, entrèrent en ligne de compte les attitudes à l'égard des juifs, visant à souligner les croyances et les solidarités qui les animaient, pour une autre part, les conceptions de la nation se sont constituées, puis développées d'après les modes d'appréhension de la question juive comme telle.

L'histoire des réactions et des attitudes à l'égard de la minorité juive en Angleterre a été écrite comme si elle s'était produite dans un cadre différent de celui du débat politique. Par exemple, l'acquisition par les juifs des mêmes droits politiques et civils que les chrétiens fut considérée comme un épisode du triomphe du libéralisme au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Vu sous cet angle, le processus d'émancipation des juifs rejoignait les grandes conquêtes libérales, comme la tolérance religieuse et l'extension du droit de vote<sup>2</sup>. De fait, il est clair que *les débuts* de l'émancipation des juifs ont marqué la victoire de leurs droits individuels, contre ceux qui tentaient de les défavoriser comme collectivité, et, en ce sens, on peut considérer ce fait comme une vic-

1. Ce thème a récemment suscité l'intérêt de nombreux chercheurs. Cf. par exemple L. Colley "The Apotheosis of George III: Loyalty, Royalty and the British Nation, 1760-1820", *Past & Present*, n° 102, p. 94-129 ; *idem*, "Whose Nation? Class and National Consciousness in Britain, 1750-1830", *Past & Present*, n° 113, p. 97-117 ; H. Cunningham, "The Language of Patriotism, 1750-1914", *History Workshop Journal*, n° 12, Autumn 1981, p. 8-33. Le point de vue adopté ici diffère des nombreux travaux élaborés à partir du concept de classe. « Le patriotisme » a été considéré comme le ciment prévenant les divisions sociales et empêchant l'éclatement de la société, et aussi comme le moyen d'expression des identités et des inquiétudes de classe. De telles interprétations peuvent nous renseigner sur les relations de classe, mais elles détournent notre attention des termes par lesquels la nation s'est élaborée et s'est comprise elle-même, au sujet de ceux qui en faisaient partie et de ceux qui en étaient exclus. Ces problèmes ont été étudiés dans certains essais de R. Colls, P. Dodds (éds.), *Englishness, 1880-1920*, London, Croom Helm 1986 ; R. Samuel (éd.), *Patriotism: The Making and Unmaking of British National Identity*, 3 vols, London, Routledge, 1989.

2. Cf. par exemple, A.-V. Dicey, *Lectures on the Relation between Law and Public Opinion in England during the Nineteenth Century*, London, Macmillan and Co, 1905, p. 343 ; U.R.Q. Henriques, *Religious Toleration in England, 1787-1833*, London, Routledge-Kegan and Paul, 1961, p. 191, 201-202 ; A. Gilam, *The Emancipation of the Jews in*

# DOSSIER

*Le national*

D. Feldman

*Les juifs et la question anglaise*

toire du libéralisme. Mais, comme nous le verrons, cette façon de le caractériser est trompeuse, dans la mesure où elle ne coïncide pas avec les termes du débat politique des années 1840 et 1850. Durant cette décade, la discussion ne porta pas seulement sur les droits et les privilèges des individus, mais aussi sur la forme de la communauté politique à laquelle ils appartenaient. L'idée de nation était débattue en relation étroite avec l'idée libérale.

Nous allons examiner dans cet article la relation des juifs à la nation dans les trois phases de son développement entre 1840 et 1914 ; au cours des années 1840 et 1850, à travers le débat sur l'émancipation des juifs ; au milieu et à la fin des années 1870, à travers la polémique relative à l'orientation du gouvernement du Premier ministre Disraeli et, enfin, au début du XX<sup>e</sup> siècle, à travers l'instauration d'une politique sociale, au moment où l'État commençait à s'attribuer un rôle social. Ces phases correspondent à des changements significatifs dans le caractère du discours politique en Angleterre : le droit de vote s'était élargi et la question sociale faisait son apparition dans le débat politique des partis. Une fois perçue la signification de la question nationale au cours de cette période, il sera plus aisé d'appréhender non seulement l'histoire de la minorité juive anglaise, mais aussi la spécificité de la transformation de l'État britannique.

La minorité juive était peu nombreuse en Angleterre. En 1850, elle comptait 60 000 personnes sur une population de 18 millions d'habitants et en 1914, avec l'apport de l'immigration d'Europe de l'Est, elle atteignit 300 000 personnes sur plus de 36 millions d'habitants que comptaient alors l'Angleterre et le Pays de Galles. Les juifs formaient une minorité spécifiquement urbaine. En 1851, 20 000 juifs étaient concentrés dans la seule ville de Londres ; deux tiers vivaient dans la City et dans la partie qui la bordait à l'est. En comparaison, les implantations juives dans les autres métropoles étaient moins denses ; les plus importantes se trouvaient à Liverpool et à Manchester, dont les populations juives s'élevaient respectivement à environ 2 500 et 2 000 membres. Toutefois, des communautés d'une taille variant de quelques vingtaines à quelques centaines de personnes étaient disséminées dans la campagne, et s'élevaient le long d'une ligne allant de Gateshead à Penzance<sup>3</sup>. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les juifs, dans

England, 1830-1860, New York, Garland, 1982, p. 1.

3. V.-D. Lipman, *Social History of the Jews in England, 1850-1950*, London, Watt and Co, 1954, p. 9 ; B. Williams, *The Making of Manchester Jewry, 1740-1875*, Manchester, Manchester University Press, éd. 1985, p. 176.

l'ensemble, accédèrent de plus en plus à la classe moyenne, et cette tendance s'accrut jusqu'à l'arrivée massive de l'immigration d'Europe de l'Est, après 1881. A cette époque là, à Londres, on estimait que 24 % à peine des familles juives disposaient d'un revenu inférieur à 100 livres par an<sup>4</sup>.

Le développement de l'économie de Londres reposait sur le secteur des services et, à un moindre niveau, sur l'industrie des biens de consommation<sup>5</sup>. Les juifs s'intégraient à ce large secteur d'activités économiques. Les plus riches acquirent leur prospérité en étant banquiers, agents de Commerce, négociants en métaux précieux et agents de change dans la City. Certains durent leur réussite au commerce et à l'échange à tous les niveaux : comme grossistes et armateurs, par exemple. D'autres, loin du port, pratiquaient toutes sortes d'affaires, comme boutiquiers et camelots et, dans une moindre mesure, comme colporteurs et vendeurs de vêtements d'occasion. D'autres encore s'employèrent dans l'industrie ou dans le commerce de luxe de la capitale comme fabricants de pipe ou fourreurs, comme diamantaires ou détaillants, avec des marchés très larges, comme par exemple, celui de l'industrie vestimentaire et joaillière<sup>6</sup>.

Malgré leur réussite commerciale, les juifs ne jouirent pas de l'égalité civile et d'un véritable statut politique, au cours de la plus grande partie de cette période. A l'inverse de ce qui était la norme en Europe, ils n'étaient pas non plus assujettis à des lois spécifiques qui leur seraient appliquées soit comme individus, soit comme communauté<sup>7</sup>. Leurs incapacités légales procédaient de la négative. Comme non-anglicans et non-chrétiens, les juifs étaient privés de privilèges politiques et du service de l'État. Parce qu'ils ne pouvaient pas prêter le serment d'abjuration au profit de la vraie foi chrétienne, leur exclusion du Parlement était typique de ces incapacités légales qui les affectaient par défaut. Pour la même raison, ils n'avaient pas qualité pour remplir aucun office auprès de la Couronne, ni aucune fonction municipale et, jusqu'en 1835, le droit de vote d'un juif, eût-il par ailleurs qualité pour l'avoir, pouvait être remis en question.

Entre 1833 et 1871, les incapacités politiques et civiles des juifs furent supprimées. Ce fut l'un des aspects d'un vaste mouvement de transformation de la relation

4. D. Lipman, *Social history*, op. cit. p. 76-77.

5. C.-H. Lee, "Regional Growth and Structural Change in Victorian Britain", *Economic History Review*, 2nd series, n° 33, August 1981.

6. H. Pollins, *Economic History of the Jews of England*, Associated University Press, 1982, p. 79-80.

7. Il y eut des exceptions : jusqu'en 1830, les juifs ne purent se livrer au commerce de détail à l'intérieur de la City de Londres.

## DOSSIER

*Le national*

D. Feldman

*Les juifs et la question anglaise*

entre le peuple et ses gouvernants, l'Église d'Angleterre et l'État, à la suite de la crise constitutionnelle de la fin des années 1820 et du début des années 1830. En 1829, la constitution exclusivement protestante fut battue en brèche lorsque les catholiques romains furent autorisés à entrer au Parlement, et, en 1832, le corps électoral s'accrut de 80 % grâce au *Parliamentary reform Act*. L'objectif de la campagne en faveur de l'égalité des juifs était d'autoriser un juif exerçant une profession à entrer au Parlement. Entre 1830 et 1858, quatorze *Bills* furent soumis au Parlement qui tendaient à supprimer les incapacités parlementaires des juifs. Tous, excepté le premier d'entre eux, obtinrent la majorité à la Chambre des Communes, mais après avoir franchi le verdict de la Chambre basse, ils furent rejetés par la majorité conservatrice à la Chambre des Lords. La question atteignit son point crucial durant l'hiver 1847-1848, après l'élection de Lionel Rothschild comme un des membres du Parlement pour la cité de Londres : le premier juif à être élu au Parlement. L'affaire devint un problème autant pratique que théorique. Le Premier Ministre whig, Lord John Russell, présenta un *bill* qui, s'il était devenu une loi, aurait fait disparaître du serment les termes offusquant les juifs et aurait permis à Rothschild d'occuper son siège.

Après l'admission des catholiques au Parlement en 1829, les réformes des années 1830 et 1840 avaient sapé la position de l'Église anglicane en Irlande et apporté une aide financière publique aux organismes catholiques d'enseignement. Ces mesures avaient accentué l'affaiblissement, non seulement du caractère anglican de l'État, mais également de son protestantisme exclusif. Pour un grand nombre de conservateurs – qui considéraient que l'identité de la nation, en tant qu'entité chrétienne, était déterminée par le caractère des institutions de l'État – il y avait là de douloureuses concessions au pluralisme religieux. Jusqu'en 1848 le maintien des incapacités civiques envers les juifs apparut, aux yeux de ces conservateurs, comme la dernière ligne de défense pour maintenir une conception de l'État dans laquelle la religion, la nation et l'autorité des pouvoirs établis étaient solidaires. Selon eux, l'impossibilité pour les juifs de prononcer le serment chrétien exigé par le Parlement les disqualifiait en les plaçant en dehors des frontières de la communauté nationale,

telle qu'ils la concevaient. Aux yeux de Sir Robert Inglis, l'un des deux membres de la Chambre des Communes pour l'université d'Oxford, l'admission des juifs au Parlement aurait marqué la fin de l'intégrité nationale. Le christianisme, maintenait-il, est « le fondement de l'honneur national anglais, et depuis que l'Angleterre est une nation, jamais un chrétien n'a fait en sorte que ses actes et ses serments ne possèdent un caractère chrétien <sup>8</sup> ».

Mais cette position ne se limitait pas aux types de protestants évangéliques pré-millénaristes, comme Inglis. Sir Frédéric Thesiger, qui devait faire fonction d'Attorney général et de Lord Chancelier dans les gouvernements conservateurs suivants, cita Edmund Burke, pour expliquer que les membres de la Chambre des Communes représentaient des intérêts nationaux et non des intérêts locaux. Non seulement les électeurs dans une circonscription particulière, mais encore « la nation entière » portaient un intérêt à la personne choisie et avaient le droit de déterminer si c'était la personne dûment qualifiée pour siéger au Parlement<sup>9</sup>. Le Parlement représentait davantage le caractère propre de la nation qu'il ne reflétait sa volonté. Les juifs pouvaient être membres d'une société chrétienne, mais non en faire les lois. Ils appartenaient à un pays, non à sa nation.

A l'opposé, en défendant l'admission des juifs au Parlement, les whigs et les radicaux présentaient non seulement une théorie des droits et de l'autorité constitutionnelle très différente, mais aussi ils construisaient une autre vision de l'identité politique de la nation. En 1847, dans une allocution destinée à défendre le *bill* en faveur de la suppression des incapacités juives, Lord John Russell proclamait que la question n'était pas seulement de promouvoir une mesure en faveur des juifs, mais une mesure en faveur du droit.

« Je relie ce problème à une idée fondamentale, simple, que je crois solide, selon laquelle tout Anglais a droit à tous les honneurs et avantages de la constitution britannique. [...] Les opinions religieuses ne sauraient constituer, par elles-mêmes, un obstacle à la jouissance de ces avantages. Je fonde ma motion sur l'assertion que les lois d'Angleterre représentent les droits innés du peuple anglais<sup>10</sup>. »

Pour une part, Russell abordait le problème de l'égalité civile et religieuse. Il proclamait pour les individus jouissant du droit de propriété le droit de par-

8. *Parliamentary debates*, XCV, 16 December 1847, p. 1 265.

9. *Parliamentary debates*, CXXV, 11 March 1853, p. 80-81.

10. *Parliamentary debates*, XCV, 16 December 1847, p. 1 236.

## DOSSIER

*Le national*

D. Feldman

*Les juifs et la question anglaise*

ticiper à la vie politique sans considération de leurs cultes. Et les droits qu'il tentait de faire étendre aux juifs n'étaient pas seulement des droits naturels, mais, comme il le disait, les droits du citoyen anglais.

Cet argument émanait du principal courant de la pensée politique et historique des whigs. L'historiographie whig se caractérisait par l'affirmation de l'existence de droits constitutionnels, qui avaient pour origine les premiers parlements des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles et étaient issus de la *Magna Carta*<sup>11</sup>. En conséquence, pour Russell, qui était aussi piètre historien qu'il était grand politique, « la liberté était le caractère noble de la nation anglaise<sup>12</sup> ». Cette conception de la nation enracinée dans les droits constitutionnels et légaux de l'individu face à l'État sous-tendait puissamment la position des whigs et des radicaux en faveur de l'égalité des juifs. Pour le *Weekly Dispatch*, voix de l'anticléricalisme métropolitain, le refus d'autoriser un juif à siéger au Parlement privait l'ensemble du peuple Anglais de ses droits et pas seulement les juifs. La réponse était destinée à vaincre la résistance de la Chambre des Lords en mobilisant l'opinion populaire : « A tes tentes, O Israël. A tes isoloirs, John Bull » était le cri de ralliement unissant la cause de la minorité juive à celle de la nation toute entière<sup>13</sup>.

En réalité, l'opposition à l'émancipation fut vaincue davantage par la persévérance de manœuvres politiques que par les manifestations de l'opinion publique. En 1858, élu au Parlement par la City pour la quatrième fois, Rothschild fut admis à siéger à la Chambre des Communes. De prime abord, il est paradoxal que cette solution soudaine arrive durant une période de gouvernement conservateur. Mais le ministère ne disposait pas d'une franche majorité aux Communes et le Premier Ministre, le duc de Derby, pensait qu'un conflit constitutionnel entre les deux chambres du Parlement sur la question juive pourrait unifier l'opposition et provoquer la défaite du gouvernement. L'égalité des juifs était le prix à payer pour la survie du cabinet<sup>14</sup>.

Aux yeux des contemporains, le désaccord sur l'identité nationale constituait le cœur du débat relatif aux incapacités juridiques des juifs. Une fois écartée l'hypothèse selon laquelle le problème, pour les participants, porterait sur les avantages et les inconvénients du « libéralisme », nous nous rendons compte qu'il ne marquait pas d'une manière probante, une opposition

11. J.-W. Burrow, *A Liberal Descent: Victorian Historians and the English Past*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 33.

12. *Ibid.*, p. 30.

13. *Weekly Dispatch*, 8 August 1851, p. 481.

14. A. Hawkins, *Parliament, Party and the Art of Politics in Britain, 1855-1859*, London, Macmillan, 1987, p. 149.

entre ceux qui avaient des préjugés et ceux qui étaient tolérants. La défense de l'émancipation des juifs ne devait pas se confondre avec l'absence d'hostilité à leur égard et à l'égard du judaïsme. Parce que le désaccord portait sur le caractère de la nation et non, par exemple, sur le comportement économique des juifs, le soutien apporté à l'émancipation des juifs n'était pas incompatible avec l'idée que le juif représentait l'incarnation du génie des affaires.

L'historien Thomas Babbington Macaulay fut une des figures essentielles des débats sur l'émancipation. Il incarna le premier porte-parole de la cause juive en publiant en 1833 un discours célèbre sur ce sujet à la Chambre des Communes<sup>15</sup>. Le fondement de son argumentation était que « la propriété, c'est le pouvoir » et que les juifs étant déjà en possession de la substance du pouvoir, il était absurde de leur en refuser la forme – ce qui signifiait le droit de siéger au Parlement. En définissant les réalités du pouvoir juif, Macaulay dressa un portrait du juif, financier, détenteur d'une influence politique occulte, portrait que de nombreux historiens auraient taxé d'antisémite, s'il avait été le fait d'un opposant à l'émancipation des juifs.

« Si un juif était le conseiller privé d'un roi chrétien, ce serait un déshonneur éternel pour la nation. Il se peut que les juifs soient les maîtres des marchés financiers et que les marchés financiers soient les maîtres du monde. Il se peut qu'un ministre ait des doutes sur ses projets de finance avant que d'avoir consulté un juif en tête à tête. Il se peut qu'une assemblée de souverains soit contrainte de sommer un juif de leur venir en aide. Il se peut que le gribouillage d'un juif au dos d'une feuille de papier ait plus de valeur que la parole royale de trois rois ou que la foi en la nation dans trois jeunes républiques américaines. Pourtant s'il écrivait la mention "Très honorable" devant son nom, ce serait un très grand désastre national<sup>16</sup>. »

A l'inverse, le problème essentiel soulevé par les historiens qui veulent réduire l'histoire de l'hostilité à l'égard des juifs à celle d'un préjugé, réside dans le fait qu'ils ne tiennent aucun compte des affirmations véhémentes et réitérées des opposants aux juifs selon lesquelles les opposants n'ont aucun préjugé. Ainsi nous faut-il tenir compte de la protestation suivante, émise par Sir Frédéric Thesiger en s'opposant à l'émancipation juive : « Je sais pertinemment que ceux qui prennent le parti de s'opposer à cette mesure doivent s'attendre à être assaillis d'accusations de bigoterie,

15. Ce discours est reproduit dans I. Abrahams, S. Levy (éds.), *Macaulay on Jewish Disabilities*, Edinburgh, Jewish Historical Society of England, 1910.

16. *Ibid.*, p. 25-26.



# DOSSIER

Le national

D. Feldman

Les juifs et la question anglaise

d'intolérance, de timidité et d'étroitesse d'esprit. Je n'ai pas l'impression d'être mû par de telles motivations<sup>17</sup> ». Pourtant ce dont Thesiger se préoccupait, c'était de l'identité de la nation.

En 1858, Rothschild fut autorisé à passer sous silence les mots offensants du serment d'abjuration selon le principe *ad hominem*. En 1866 fut passé un nouvel Acte des serments parlementaires selon lequel les membres du Parlement faisaient tous le même serment mais en le prêtant soit sur l'Ancien, soit sur le Nouveau Testament. La coïncidence entre l'instauration de cette législation et la reprise de l'agitation en faveur de la réforme parlementaire et un nouvel élargissement de la franchise parlementaire en 1867 étaient significatifs ; la controverse portant sur la réforme et sur l'Acte lui-même déterminèrent un élargissement de la vision de la communauté nationale. Au moment même où il était possible aux juifs d'avoir une position égalitaire au sein de la nation, la nature de la communauté fut remise en question et subit des transformations.

C'est ce qui transparaît dans les écrits et les discours de certains défenseurs de la réforme parlementaire, par exemple, dans « L'expérience de la constitution américaine », un essai de Goldwin Smith, professeur d'histoire à Oxford, contribution aux *Essays on Reform*. Ce volume fut publié en 1866 et plusieurs tenants intellectuels du libéralisme y apportèrent leur concours<sup>18</sup>. Goldwin Smith y déclarait que, aux États-Unis, un pas avait été franchi menant à « l'édification de la communauté idéale, dont la direction et la cohésion reposaient sur l'affectation et non sur la force [...] où la grandeur individuelle faisait place à la grandeur de la nation [...] et à l'attachement au bien commun<sup>19</sup> ». Il exprimait le souhait que la réforme parlementaire représente en Grande-Bretagne un même pas vers la communauté idéale. En un sens, ce cri avait déjà été lancé ; celui demandant une réforme parlementaire comme garantie de l'impartialité du gouvernement.

Mais, pour les intellectuels libéraux tels que Goldwin Smith, l'accomplissement de l'intérêt général reposait sur les interrelations au sein de la société civile comme « *Community* ». Et de ce point de vue, l'idée de nation n'était plus, en politique, liée à celle de constitution et à celle de loi, mais se référait à quelque chose que l'on pourrait appeler « culture ». Cette position avait été pré-

17. *Parliamentary debates*, XCVIII, 4 May 1848, p. 606-607.

18. C. Harvie, *The Lights of Liberalism : University Liberals and the Challenge of Democracy, 1860-1886*, London, Allenlane, 1976.

19. G. Smith, "The Experience of the American Constitution", in *Essays on Reform*, London, Macmillan and Co, 1867, p. 218, 238.

figurée par Mill dans les *Considerations on Representative Government* (1861). Mill y mettait l'accent sur l'importance du « sentiment national » pour le bon fonctionnement d'un gouvernement parlementaire. Ce sentiment était engendré par la race, la filiation, la langue, la religion, les frontières territoriales et, surtout, par une histoire et une mémoire nationales communes<sup>20</sup>. Les intellectuels libéraux proposaient la version d'un gouvernement dans lequel la société avait une influence moralisatrice, tandis que les protestants non conformistes (les non-anglicans) en élaboraient une autre. Ce groupement politico-religieux exigeait que l'intervention de l'État soit régénérée par l'alliance des sentiments populaires et d'un protestantisme militant, face à la corruption entretenue par les privilèges aristocratiques et anglicans. Le doublement du nombre des électeurs non conformistes en 1867, à la suite de l'accroissement du corps électoral de plus de 900 000 électeurs, était significative de cette nouvelle aspiration.

Mais, pour les juifs, le *Reform Act* de 1867 et ses interprétations précédentes présentaient des dangers potentiels. Si on retenait une conception de la nation, ancrée dans la race, la religion, et l'histoire, les demandes faites pour que les juifs s'insèrent dans la communauté nationale pourraient dépasser largement la seule capacité à prêter le serment de fidélité sur la « vraie foi chrétienne ». On touchait là de façon aiguë à la question de l'identification des juifs avec les traditions et les fondements mêmes de la vie nationale, quelles qu'en puissent être les conceptions. Vers la fin des années 1870, les non-conformistes attribuèrent l'absence de morale et d'esprit national du mode de gouverner de Disraeli à ses origines juives, et des intellectuels tels que Goldwin Smith, posèrent la question suivante « Les juifs peuvent-ils être des patriotes<sup>21</sup> ? »

Benjamin Disraeli, juif de naissance, fut baptisé en 1817 à l'âge de 13 ans. En 1874, comme leader du parti conservateur, il devint Premier Ministre pour la seconde fois. Les critiques à son égard suggérant qu'un juif ne pouvait être un bon patriote s'exacerbèrent avec la politique extérieure qu'il mena au cours de crise orientale en 1876 et 1877. Disraeli soutenait le pouvoir ottoman dans les Balkans, au risque d'une guerre avec la Russie. Il parut sourd aux protestations d'indépendance faites par les sujets chrétiens de l'Empire ottoman, et indifférent

20. J.-S. Mill, *Considerations on Representative Government*, London, Parker-Son and Bourn, 1861, p. 287.

21. G. Smith, "Can Jews be Patriots ?", *Nineteenth Century*, May 1878, p. 875-887.

# DOSSIER

*Le national*

D. Feldman

*Les juifs et la question anglaise*

aux actes de barbarie commis par les *bashibazouks*, instruments de la domination turque en Bulgarie. Disraeli affirmait poursuivre cette politique, parce qu'elle était de nature à défendre les intérêts des Anglais dans cette partie du monde<sup>22</sup>. Beaucoup de non-conformistes, de radicaux et d'universitaires libéraux opposés à sa politique trouvaient la clé de ses choix et de ses parti pris dans ses origines juives. Les groupes politiques qui avaient antérieurement défendu l'émancipation des juifs rejoignirent ceux qui critiquaient les juifs et le judaïsme. Sur le fond d'une telle conjoncture politique, le problème se rattachait essentiellement aux conceptions contradictoires de la nation, au moment où les libéraux et les conservateurs se voyaient obligés de s'adapter à un monde politique nouveau consécutif à l'élargissement de l'électorat en 1867.

Dans ses célèbres discours prononcés en 1872 à Manchester et au Crystal Palace, Disraeli considérait le parti conservateur comme un parti national dont la mission était de défendre l'Empire et les institutions du pays. Ses considérations sur l'Empire demeuraient assez vagues. Cependant elles jouaient une fonction rhétorique en permettant à Disraeli de parler un langage conservateur à consonance plus populaire. L'Empire était l'expression du lien unissant le peuple aux institutions nationales. Disraeli opposait à la conception d'une Angleterre repliée sur les « principes continentaux » du parti libéral de Gladstone, l'avenir de l'Empire appuyé sur les anciennes institutions du pays et porté par « le sublime instinct du vieux fond populaire anglais<sup>23</sup> ».

La notion d'Empire devint une préoccupation politique dans l'été et l'automne 1876, alors que les nouvelles des massacres en Bulgarie parvenaient en Grande-Bretagne. Dans ses décisions de politique étrangère, Disraeli ne fit aucun cas de l'opinion publique et tourna en dérision l'irresponsabilité des politiciens moralistes. Leur position aurait pour résultat de chasser la Grande-Bretagne de Turquie<sup>24</sup>. Mais d'août à décembre 1876, un large mouvement de protestation mit en péril le fondement de sa façon de gouverner. La base populaire de cette agitation était assez puissante pour inciter Gladstone à sortir de sa retraite et à en prendre la tête<sup>25</sup>. On peut avoir une idée de la passion et de la tonalité des débats en lisant la dénonciation que fait l'historien E.-A. Freeman du gouvernement Disraeli : « Plutôt que

22. R. Millman, *Britain and the Eastern Question, 1875-1878*, Oxford, Clarendon Press, 1979.

23. T.-E. Kebbell, *Selected Speeches of the Late Right Hon : The Earl of Beaconsfield*, London, Greenand Co, 1882, p. 534.

24. R. Blake, *Disraeli*, London, Methuen and Co, 1966, p. 594.

25. R.-T. Shannon, *Gladstone and the Bulgarian Agitation, 1876*, London, Thomas Nelson and Sons, 1963.

de soutenir les intérêts de Sodome, c'est-à-dire la Turquie, laissons périr les intérêts de l'Angleterre, laissons disparaître notre dominium dans les Indes ! A la place, c'est le droit que nous devons défendre contre les abominations de l'injuste<sup>26</sup> ». En fait, cette réprobation n'impliquait pas le rejet des intérêts de l'Angleterre mais seulement de la façon dont Disraeli les entendait.

Fatalement, le problème se posa de savoir pourquoi le gouvernement et, plus spécialement Disraeli (depuis qu'il était de notoriété publique que le cabinet était divisé), poursuivaient une politique antichrétienne, inhumaine et en désaccord avec ce que le *Daily News* nommait « le sentiment national<sup>27</sup> ». On pensait en trouver l'explication dans l'origine juive et orientale de Disraeli. Cette dernière offrait une interprétation de la politique du gouvernement et fournissait un moyen de contester que la voie choisie par le Premier Ministre soit la véritable expression de la tradition et des intérêts nationaux. Ce point de vue fut exprimé avec force au printemps 1877 dans un essai de E.-A. Freeman, *The Ottoman Power in Europe*. Freeman y déclarait qu'à travers toute l'Europe, « les juifs et les Turcs se liguèrent contre les chrétiens ». Cette alliance était née dans l'Empire turc, où la loi opprimait les juifs plus que les chrétiens, alors même que les juifs servaient l'Empire. En Angleterre, Disraeli était en train de faire passer le sentiment hébraïque avant la politique de l'Angleterre<sup>28</sup>. Gladstone soutenait le même point de vue et, tout comme Freeman, à travers Disraeli, critiquait les sympathies et le comportement des juifs.

Il écrivait que, tout en admirant la manière dont les juifs anglais avaient honoré leurs devoirs civiques, il déplorait cependant le tour que prenaient « les sympathies juives dans la question orientale<sup>29</sup> ».

En décembre 1877, la politique de Disraeli et la menace de guerre avec la Russie accentuèrent l'agitation publique en faveur de la paix. De plus la nature des critiques à l'encontre des juifs se transforma. La question dépassait le problème de la politique étrangère de Disraeli, de son amoralisme antichrétien, pour porter sur les symptômes du déclin constitutionnel caractérisant ce ministère. La poursuite de cette politique de guerre envers et contre l'opinion publique en fut considérée comme un premier signe. La prétendue influence de la reine sur la politique étrangère et les encourage-

26. Cité dans R.-W. Seton Watson, *Gladstone, Disraeli and the Eastern Question: A Study in Diplomacy and Party Politics*, London, Macmillan and Co, 1935, p. 112-113.

27. *Daily News*, 10 November 1876, p. 4.

28. E.-A. Freeman, *The Ottoman Power in Europe: its Growth and Decline*, London, Macmillan and Co, 1877, p. XVII-XX.

29. A. Ramm, *The Political Correspondence of Mister Gladstone and Lord Granville, 1876-1878*, vol. 1, 1962, p. 24, 28 ; *The Times*, 20 December, 1879, p. 11. Dans les faits, les sympathies juives allaient sans restriction aux Turcs. Essentiellement, parce que selon le calcul astucieux qu'ils avaient fait, les juifs de l'Est auraient une plus grande garantie d'avoir la vie sauve sous l'autorité d'un empire islamique que sous celui des nationalistes slaves chrétiens. *Jewish Chronicle*, 5 October 1877, p. 9.

# DOSSIER

*Le national*

D. Feldman

*Les juifs et la question anglaise*

ments de Disraeli en formèrent un autre. Plus grave, en avril 1878, le Parlement ne fut pas consulté avant l'envoi des troupes indiennes à Malte<sup>30</sup>. Selon le très gouvernemental journal *Pall Mall Gazette* lui-même, dans certains esprits commençait à germer l'idée que Disraeli avait entrepris de renforcer les prérogatives de la Couronne en vue d'affaiblir les pouvoirs du Parlement<sup>31</sup>. Le fond du débat était la crainte des conséquences de l'« impérialisme » et particulièrement la crainte des effets d'une politique étrangère militariste sur les libertés anglaises, tant du point de vue de leur érosion que de l'aspiration à les défendre. Au début de 1878, l'émergence du mouvement « Jingo », support populaire du patriotisme disraélien, eut raison du mouvement pacifiste et montra combien l'amour des Anglais pour la liberté avait été corrompu par l'impérialisme<sup>32</sup>.

La menace qui pesait sur le gouvernement constitutionnel en 1878-1879 était imputée aux origines juives de Disraeli : « notre anglo-judéo-césarisme » ainsi qu'ironisait un pamphlétaire<sup>33</sup>. On reprochait à Disraeli son aliénation à une conception trop particulière de la communauté nationale. Écrivant dans le *Nineteenth Century*, Henry Dunkley accusait Disraeli « d'impérialiser la constitution » et en attribuait la raison au fait que le Premier Ministre n'était pas un véritable anglais. Il était marqué par sa race et sa religion, « juif de naissance et chrétien par accident ». Il était indifférent à la juste appréciation du poids de la question religieuse dans l'histoire de notre temps. « Le XVII<sup>e</sup> siècle est pour lui lettre morte. [...] Le sang de nos martyrs n'a pas grâce à ses yeux. » Au lieu de cela, il affichait sa préférence du « goût asiatique » pour « une monarchie absolue mâtinée de sacerdotalisme »<sup>34</sup>.

Selon William Crosbie, prédicateur non conformiste, la politique impérialiste de Beaconsfield n'était qu'une « vulgaire parodie du vieux rêve juif » d'un pouvoir temporel prenant les apparences d'un messianisme. A la place de cette « excroissance malsaine » dans la politique, Crosbie espérait y insuffler les notions de citoyenneté et de patriotisme chrétiens parce qu'elles procédaient en premier lieu, non des institutions, mais de l'esprit du peuple. Ce courant était incarné par Gladstone et s'exprimait à travers le non-conformisme<sup>35</sup>. De même en 1876-1877, ces critiques, bien au-delà de Disraeli, embrassaient l'ensemble des inté-

30. G.-C. Thompson, *Public Opinion and Lord Beaconsfield*, vol. 2, London, Macmillan and Co, 1886, p. 437-445.

31. *Ibid.*, p. 439.

32. H. Cunningham, "Jingoism in 1877-1878", *Victorian Studies*, June 1971, p. 429-453.

33. L'auteur de "The Eastern Crisis", *Peace or War! An Indictment of the Policy of the Government*, 1879, p. 1.

34. H. Dunkley, "The Progress of Personal Rule", *Nineteenth Century*, November 1878, p. 790-802.

35. W. Crosbie, *The Beaconsfield Policy*, London, Simpkin-Marshall and Co, 1879 ; *idem.*, *The Situation of Public Affairs from the Standpoint of Christian Patriotism*, London, Simpkin-Marshall and Co, 1879.

rêts juifs. Ainsi, dénonçait-on les intérêts des créanciers juifs, détenteurs d'obligations dans l'Empire ottoman<sup>36</sup>.

L'émancipation de juifs n'a pas résolu le problème de l'intégration juive en Angleterre ; il lui a simplement donné une forme nouvelle. L'égalité des juifs et le mouvement pour la réforme parlementaire constituaient deux faces d'un même projet politique visant à étendre l'assise et le pouvoir de l'électorat. Mais, après 1867, des conceptions plus démocratiques de la nation se firent jour qui entraînèrent de nouvelles et plus larges revendications favorables aux juifs. La bataille acharnée livrée contre la politique étrangère de Disraeli et contre ses pratiques constitutionnelles reflétaient bien l'arrangement entre les différents partis et leurs supporters. Dans le discours politique, la question de la nation fut envisagée de façon plus large que jamais. Elle relevait ni plus ni moins de la relation des individus à l'État, de leur capacité à lui prêter serment et enfin de la jouissance de libertés particulières. De plus, comme nous l'avons dit, le soutien à la cause de l'égalité des juifs n'impliquait pas que l'on minimise leur influence sur la vie sociale et politique. Ce que les gens pensaient des juifs dépendait surtout de la façon dont on posait la question. Les transformations dans la conception de la nation voulaient dire que certaines des qualités indésirables attribuées aux juifs (leurs intérêts politiques et économiques, au-delà des frontières nationales) devenaient désormais politiquement importantes aux yeux de ceux qui avaient autrefois soutenu leur émancipation.

Entre 1880 et 1914, la population juive de Grande-Bretagne se transforma sous l'effet de l'immigration d'environ 120 000 juifs en provenance de l'Empire russe, et, dans une moindre mesure, de Galicie autrichienne et de Roumanie<sup>37</sup>. Alors que les juifs de nationalité britannique formaient pour l'essentiel une minorité culturelle de la classe moyenne, la prolétarianisation devint l'expérience dominante des immigrants. Bien plus, ces derniers apportèrent avec eux d'autres idéologies politiques, et développèrent des pratiques religieuses en conflit avec les habitudes que s'était forgé le noyau judéo-anglais existant<sup>38</sup>.

Cette rapide mutation morphologique et démographique de la population juive contribua à modifier les termes de la question juive, comme le montre la politique britannique de l'époque. Mais l'impact de la nou-

36. Par exemple, *The Truth*, 22 November 1877, p. 620 ; T.P. O'Connor, *The Life of Lord Beaconsfield*, London, Chatto and Windus, 1885, p. 672.

37. L. Gartner, *The Jewish Immigrant in England, 1875-1914*, London, Simon Publications, éd. 1973, p. 30.

38. D. Feldman, "Jews in London, 1880-1914.", in R. Samuel (éd.), *Patriotism: The Making and Unmaking of British National Identity*, op. cit., vol. 2, p. 207-229.

# DOSSIER

Le national

D. Feldman

Les juifs et la question anglaise

velle immigration n'explique pas à lui seul le changement. Au même moment, une conception différente des relations entre l'État et la société commence à s'imposer. On assiste à un renversement de tendance en faveur de la réémergence des questions sociales au sein du débat politique, tandis que se manifeste une relative désaffection pour les débats de constitutionnalité. Cette situation favorisa une approche de la question juive sous un angle nouveau. Le *Reform Act* de 1867 et la redistribution des circonscriptions électorales en 1885 accrurent notablement le poids électoral de la classe travailleuse. Faisant écho à ce phénomène, le débat politique se détourne après 1885 de ses précédentes préoccupations – propriété, religion, constitution –, pour s'intéresser au sort des indigents ou à la réglementation de l'incapacité sociale<sup>39</sup>. La conception de la pauvreté elle-même évolue. L'idée que le problème social forme un tout gagne du terrain. Non seulement on n'ignore plus la pauvreté individuelle, mais encore on l'examine à partir de la pathologie sociale et du caractère national<sup>40</sup>. Parallèlement à ce profond changement dans les relations entre l'État et la société, de nouvelles conceptions de la communauté nationale émergent à l'intérieur même du débat politique. En envahissant le champ politique, le problème social se relie inextricablement aux questions de citoyenneté et d'avenir de l'Empire. Ces concepts, à leur tour, furent utilisés pour mobiliser l'électorat ouvrier. On s'adresse à la classe laborieuse comme partie prenante de la nation, d'une façon plus pressante que jamais auparavant.

La question de l'immigration, ou la « question étrangère » comme on l'appelait, était à la pointe de ces débats. Beaucoup redoutaient que l'arrivée de centaines de juifs d'Europe de l'Est n'aggrave le chômage ou le travail sous-payé, en alourdissant un marché du travail déjà largement saturé. Comme travailleurs à bon marché ou employeurs dynamiques, comme victimes ou profiteurs de la situation, les immigrants juifs étaient au cœur des débats sur l'exploitation des travailleurs. De plus, au tournant du siècle, les contrecoups de la présence des immigrants sur le marché du logement suscitaient beaucoup de commentaires. A Londres, le loyer d'une maison d'ouvrier avait grimpé de 10 % dans les années 1890, mais à Stepney, qui était le quartier juif, l'augmentation avoisinait les 25 %. De plus, par rapport

39. J. Harris, "The Transition to High Politics in English Social Policy 1880-1914", in J. Bentley, J. Stevenson (éds.), *High and Low Politics in Modern Britain*, Oxford, Clarendon Press, 1983, p. 58-79.

40. G. Stedman Jones, *Outcast London: A Study in the Relationship between the Classes in Victorian Society*, Oxford, Clarendon Press, 1971, ch. 16 ; D. Garland, *Punishment and Welfare: A History of Penal Strategies*, Gower, Aldershot, 1985.

aux seules circonscriptions de l'intérieur de Londres, le niveau de surpopulation de Stepney avait, au cours de la même décade, encore augmenté<sup>41</sup>.

Quelques hautes figures de la politique se saisirent de la question de l'immigration pour défendre passionnément une politique populaire conservatrice et strictement nationaliste. Ce fut un thème du combat électoral dans l'Est londonnien à partir de 1892. En 1900, cette nouvelle donne se conjugua avec une hostilité croissante à l'égard des immigrés en raison de l'augmentation des loyers. Il en résulta une agitation destinée à réclamer une limitation de l'émigration par la voie législative. Cette dernière préoccupation prit de l'importance dans la pratique politique pour deux raisons : d'une part en vertu de l'intérêt que l'on portait à la question d'un fonctionnement sain et efficace de la société, particulièrement pendant et après la guerre des Boers, d'autre part parce que le gouvernement conservateur avait désespérément besoin d'un appui populaire dans les dernières années de sa gestion. L'aboutissement de cette période fut le vote de l'Acte sur les étrangers (*Aliens Act*) de 1905<sup>42</sup>. Il avait pour but d'endiguer le flot de l'immigration juive en provenance de l'Europe de l'Est, et de renforcer le nombre des sièges du parti conservateur dans l'Est londonnien aux élections générales qui allaient se dérouler en 1906. Il atteignit son premier but, mais échoua sur le second point.

L'agitation en faveur de l'*Aliens Act* était organisée par la Ligue des frères britanniques (BBL, *British Brothers League*) qui recueillit le soutien populaire au moyen de pétitions, défilés, manifestations publiques dans l'Est londonnien entre 1901 et 1905. La Ligue était soutenue par d'autres organisations très proches du parti londonnien conservateur aux niveaux national et municipal<sup>43</sup>. La BBL accusait l'immigration d'être responsable de la crise de l'*Est End*. Par dessus tout, on reprochait aux immigrés de « prendre la place » de la population d'origine. Mais au-delà des griefs d'ordre économique, les critiques englobaient le déclin d'une communauté, stigmatisaient l'affront fait à la respectabilité anglaise. James William Johnson, un ouvrier de Stepney, membre du bureau du BBL, affirmait que la montée des loyers, le « déplacement » des travailleurs anglais qui en résultait aboutissaient à une véritable

41. A. Offer, *Property and Politics, 1870-1914: Landownership, Law, Ideology and Urban Development in England*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 268 ; A. Wohl, *The Eternal Slum: Housing and Social Policy in Victorian London*, London, Edward Arnold, 1977, p. 302-303.

42. B. Gainer, *The Alien Invasion: The Origins of the Aliens Act of 1905*, London, Heinemann, 1972.

43. C. Holmes, *Anti-semitism in British Society, 1876-1939*, London Edward Arnold, 1979, p. 101.



## DOSSIER

*Le national*

D. Feldman

*Les juifs et la question anglaise*

usurpation pour la communauté et à un désastre économique pour la nation.

« Ce flot d'immigrants est en train de nous chasser de nos foyers et de nos maisons [disait-il]. [...] Certains d'entre nous sont nés ici, d'autres y sont venus tout enfants, ont grandi, se sont élevés ici ; certains y ont tissé des liens si forts que nous ressentons comme une imposture et un désastre le fait d'en être chassés<sup>44</sup>. »

Parmi les militants issus de la classe moyenne, on retrouve le même glissement du plan économique au plan culturel dans la façon d'appréhender le phénomène d'une surpopulation aussi funeste. « Chaque maison paraît vomir des hordes de gens », se plaint Alderman Silver qui confirmait qu'aucun Anglais ayant un minimum de décence et d'amour-propre n'aurait accepté de vivre dans de telles conditions<sup>45</sup>.

En présentant les immigrés comme les profanateurs des foyers et des maisons et, leur action comme offensante, on préparait le terrain pour que des groupes normalement antagonistes (les propriétaires, les boutiquiers, les ouvriers) se trouvent coalisés dans un front commun d'agitation contre l'immigration. La voie était ouverte à une conjonction des pouvoirs et à un amalgame des intérêts, mêlant la maison et la nation, superposant l'*East End* et l'Empire. Lors de la première grande manifestation organisée par le BBL, Williams Gordon, le député conservateur de Stepney, la décrivait comme celle du « peuple anglais de Londres-Est, toutes classes, toutes croyances, toutes opinions politiques confondues » formant une communauté au sein de laquelle les distinctions entre propriétaires et non-propriétaires, les différentes appartenances de parti étaient tout simplement gommées<sup>46</sup>. L'impression générale qui prévalait est que tous avaient en commun la même maison et le même pays. Un conservatisme populiste érigeait en standards communs à tous la respectabilité, la virilité, la vie de famille, standards présentés comme des valeurs typiquement anglaises et mises en péril par l'immigration juive. La construction de la nation ne se limitait plus à quelque aménagement institutionnel ou à quelque question de garantie constitutionnelle, comme il en avait été question dans le débat sur l'émancipation, ou même dans le sens où ces garanties et ces libertés étaient liées à des questions de religion chrétienne ou de race, ainsi que le soulignait la critique de Disraeli. Dorénavant la question de l'identité nationale se lovait dans les mœurs et coutumes de la vie quotidienne. Dans

44. Parliamentary Papers, 1903, IX, *Royal Commission on Alien immigration* p. 8, 558.

45. *Ibid.*, 2,627, 9,418.

46. *East London Observer*, 18 January 1902, p. 2.

le même temps, les membres de la BBL s'efforçaient sans succès d'obtenir que les enfants d'immigrés nés en Angleterre soient comptés comme étrangers.

Cette identification de la politique nationale avec l'idée de maison, de famille, de communauté, ne trouva aucun leader d'envergure au sein du parti conservateur. La vision populiste de la nation supposait que l'immigrant juif soit nécessairement vu comme un étranger et un élément indésirable. Le point de vue exprimé par le parti conservateur était plus nuancé. Selon lui, le péril que les immigrants faisaient courir à la santé et à l'unité nationale était d'ordre conjoncturel, et il n'y avait pas à prononcer une exclusion définitive. Une des répercussions de la guerre des Boers fut de renforcer l'opposition à l'immigration, le discours sur la santé de la nation et l'avenir de l'Empire. Durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle et après, se développe l'idée selon laquelle l'intrusion d'étrangers « en déstabilisant les conditions d'existence partout où ils vont » ne faisait qu'accélérer la décadence morale et physique de la nation<sup>47</sup>. Cette sorte de langage était orchestrée par Balfour ; orateur à la Chambre des Communes pour défendre l'*Aliens Act* de 1905, il affirmait : « Nous avons le droit et le devoir de chasser quiconque ne renforce pas la force et la cohésion de la communauté, force industrielle, sociale, et intellectuelle<sup>48</sup>. » Ainsi, dans les faits et dans le discours, les juifs étaient exclus de la nation<sup>48</sup>.

L'élection d'un gouvernement libéral en 1906 n'arrangea en rien le problème de l'intégration des juifs au sein de la communauté nationale. D'autres difficultés surgirent. Les unes tenaient au programme de réformes sociales des libéraux et à leur conception même de la citoyenneté. La question juive changea de forme au début du XX<sup>e</sup> siècle, elle n'était plus définie par une politique populiste, conservatrice et monarchiste, mais elle découlait d'une autre conception de la relation entre l'État et la société. En 1906, le bureau de l'Intérieur (*Home Office*) redéfinit les conditions requises pour accéder à la naturalisation comme sujet britannique. Il ne suffisait plus aux candidats d'être une personne honorable, de payer un impôt de 5 £, et une taxe additionnelle de 2, en bonne et due forme ; un test de culture fut introduit. L'intention, comme l'expliqua le *Home Office* était de s'assurer qu'une personne admise au bénéfice de la naturalisation, soit suffisamment qualifiée

47. H. Fyffe, "The Aliens and the Empire", *The Nineteenth Century and After*, September 1903, p. 415-419.

48. *Parliamentary debates*, CXLV 2 May 1905, p. 804.

# DOSSIER

*Le national*

D. Feldman

*Les juifs et la question anglaise*

en anglais pour assumer convenablement sa responsabilité de citoyen. Dans cette optique une simple aisance dans la conversation courante ne constituait pas un critère suffisant. On exigeait aussi un test de lecture<sup>49</sup>. Il faut souligner la distance qui sépare cette innovation de la conception que les libéraux avaient antérieurement de la nation. En 1885, dans l'Est londonien, les libéraux critiquaient la mesquinerie de la procédure de naturalisation. Dans une série de manifestations de protestations, ils faisaient pression pour que les immigrants non naturalisés aient le droit de vote, pour peu qu'ils paient leurs impôts et leurs taxes, et siègent dans les jurys, affirmant que c'était là une qualification suffisante<sup>50</sup>.

Si les immigrants non assimilés étaient considérés comme incapables de satisfaire aux exigences requises pour la citoyenneté, quelles allaient être les conséquences pour les aides et allocations ? La question ne tarda pas à se poser concrètement avec la législation sociale des libéraux. Est-ce que les étrangers qui vivaient dans le pays depuis plusieurs années et payaient leurs impôts pouvaient être admis au bénéfice de ces droits ? La première réponse donnée en 1911 par la *National Insurance Bill* était négative. On craignait que le fait d'attribuer aux étrangers une allocation de 2 pence par semaine n'encourage encore plus l'immigration<sup>51</sup>. La position du secrétaire de l'Intérieur (Réginald McKenna) est également révélatrice : il estimait qu'on était en droit de demander à un étranger de devenir sujet britannique avant de lui accorder une assistance de l'État<sup>52</sup>. Or dans le même temps, McKenna rendait l'accès à la naturalisation beaucoup plus difficile et refusait de recevoir les délégués qui lui demandaient audience sur cette question<sup>53</sup>. Ainsi donc, au moment où l'État devient plus démocratique et intervient davantage au cœur de la question sociale, l'idée de nation se fait plus ample. Les critères de conformité attendus d'une minorité telle que les juifs se font plus exigeants. Il devint plus difficile pour eux de trouver une place dans la nation. A la fois en raison des termes du débat et des dispositions administratives et législatives.

On doit cependant apporter une précision importante. En novembre 1911, au dernier moment, un amendement fut introduit dans la *National Insurance Bill*. Les étrangers résidant dans le pays depuis plus de cinq ans purent accéder à l'allocation des 32 pence par semaine. Cette

49. P[ublic] R[ecord] O[ffice], H045/10687/226279/6. J[ewish] B[oard of] D[eputies], C13/1/6.

50. *East London Observer*, 5 September 1885, p. 6 ; 12 September 1885, p. 6 ; 19 September 1885, p. 6.

51. PRO PIN3/4/349.

52. *Parliamentary debates*, XXX, 7 November 1911, p. 1, 094.

53. JBD C2/1/1, 4 January 1912.

concession était le résultat d'initiatives prises par les hommes politiques qui étaient juifs immigrés. Les dirigeants des sociétés d'entraide mutuelle d'obédience juive, qui comptaient environ 40 000 membres, rejetaient la direction proposée par l'élite judéo-anglaise, et s'activaient vigoureusement auprès des administrateurs civils, des membres du Parlement, des membres du cabinet pour obtenir des changements dans la charte primitive. Ces sociétés avaient des appuis de plusieurs côtés à la Chambre des Communes. Des conservateurs, des libéraux, des travaillistes suggéraient que les immigrés, naturalisés ou non, étaient habilités à recevoir une aide de l'État, dès lors qu'ils payaient leurs impôts<sup>54</sup>.

Le succès de la mobilisation pour la cause des immigrants juifs sur cette base montre à quel point une conception élargie de la communauté culturelle a pu s'introduire dans le discours politique anglais. L'exclusion culturelle défendue par la BBL (Ligue des frères britanniques) et par McKenna n'est pas parvenu à vraiment infléchir la législation. Il s'agissait ici de la contrepartie d'un discours rémanent attaché à l'idée que la nation tient au respect des droits individuels face à un État. Les tenants de l'émancipation des juifs, les critiques de l'administration de Disraeli, les défenseurs des droits des étrangers à bénéficier des aides de l'État, tous employaient ce type de langage politique. Leur conception de la nation s'opposait à l'idée d'une communauté nationale conçue comme un organisme fermé.

Généralement, on considère que l'extension de l'électorat et un plus grand esprit de tolérance sont allés de pair avec les différents aspects du libéralisme. En particulier, on considère que l'État britannique au XIXe siècle est l'expression même du libéralisme, y compris en mesurant l'extension des franchises et des tolérances accordées à des minorités telles que les juifs<sup>55</sup>. Cependant une étude historique de la question juive nous montre que nous devons éclairer ce point de vue en le restituant par rapport à la conception de la nation au cœur du débat politique.

Premièrement, comme nous l'avons vu, dans le débat sur l'émancipation, et au sujet de la question de l'Est, le fait de défendre l'égalité politique des juifs n'impliquait pas forcément que l'on considère favorablement leur influence sur la vie politique ou sociale. Le fait de

54. *Parliamentary debates*, XXX, 2 November 1911, p. 1 090-1 120.

55. Pour une approche récente de cet accent mis généralement sur l'aspect évolutionniste et réformateur de la tradition parlementaire britannique, cf. B. Harrison, *Peaceable Kingdom*, Oxford, Clarendon Press, 1982.

# DOSSIER

*Le national*

D. Feldman

*Les juifs et la question anglaise*

défendre les droits politiques des juifs dépendait de la conception que l'on se faisait de l'idée de nation, et non pas forcément de vues plus ou moins libérales.

Deuxièmement, à cause du retard de la démocratie et du suffrage universel, l'élite de la nation garantissait les institutions de l'État et la garantie des droits et des libertés, mais pas le peuple. Le foyer de la nation était et restait concentré dans la souveraineté du Parlement et bien entendu dans la monarchie constitutionnelle. L'importance et le poids de ces institutions pour défendre une certaine conception de la nation formaient un rempart contre une conception plus étroitement culturelle de la communauté, conception démocratiquement soutenue par le peuple. Nous en concluons que le degré de tolérance dont l'État britannique a fait preuve envers les minorités est directement proportionnel à l'insuffisance de développement de sa démocratie.

Ces considérations nous permettent d'éclairer la conception dominante de la nation en Grande-Bretagne et d'en montrer les limites. Néanmoins, à l'intérieur même de ces limites, l'idée de nation fut à la fois l'objet de débats et l'instrument d'une dynamique. Par dessus tout, à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle – au moment où l'intervention de l'État dans la société s'accroît et où les partis politiques cherchent à bénéficier de l'appui des masses – ces conceptions de la nation ont influencé des préoccupations débordant les questions constitutionnelles et religieuses. La question de l'appartenance nationale et de la citoyenneté a contribué efficacement à la réflexion sur la place du sujet individuel dans le bien-être national. Pour un groupe marginal comme les juifs, ce n'est plus leur capacité à prêter serment qui fait problème. Désormais, on exige des immigrants juifs qu'ils contribuent aux objectifs plus larges, impériaux et sociaux, de la nation.

*Traduction de Marie-Laure Lamy  
et Sylviane Metais*